



**Décision d'examen au cas par cas n° 2022-6236
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le Préfet de la région Hauts-de-France

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Georges-François Leclerc, Préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2021 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Laurent Tapadinhas, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°2022-6236, déposé complet le 2 mai 2022 et complété le 10 et 11 mai 2022, par la SCEA de la Hayette relatif au projet de retournement de 7,52 hectares de prairies, sur la commune de Quend, dans le département de la Somme ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 16 mai 2022 ;

Vu la décision n° 2022-6236 du 10 juin 2022, de soumission à étude d'impact du présent projet ;

Vu les informations transmises dans le cadre du recours gracieux déposé par Monsieur Delbey, gérant de la société De La Hayette reçue le 25 juillet 2022 ;

Considérant les erreurs matérielles dans la décision du 10 juin 2022

Considérant que le projet, qui consiste à retourner des prairies permanentes d'une superficie totale de 7,52 hectares dans le but de la transformer en culture, relève de la rubrique 46° a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas tout projet d'affectation de plus de 4 hectares de terres incultes ou semi-naturelles à l'exploitation agricole intensive ;

Considérant l'ampleur du projet de retournement de prairie, pour une mise en culture, localisé dans une zone vulnérable aux nitrates d'origine agricole et que le retournement de la prairie entraînera la minéralisation de la matière organique du sol et contribuera à un lessivage accru de nitrates vers les eaux et que la minéralisation de cette matière organique contribuera à relarguer dans l'atmosphère le carbone stocké, contribuant à augmenter les émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant que la zone projet est située dans une zone à dominante humide et qu'il convient d'étudier le caractère humide selon les dispositions de l'arrêté du 1^{er} octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides ;

Considérant que la commune est localisée dans le parc naturel régional Somme Picarde Maritime, Baie de Somme et que la parcelle retournée est localisée dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II n° 220 320 035 « Plaine Maritime Picarde » ;

Considérant que la base de données ClicNat¹ identifie dans la commune de Quend, la présence de plusieurs espèces d'oiseaux, dont notamment des espèces inféodées aux prairies , plusieurs espèces étant identifiées en danger critique (le Courlis cendré, le Traquet motteux), vulnérables (le Tarier des prés, le Vanneau huppé) et quasi menacées (le Tarier pâtre, la Pie-grièche grise) ;

Considérant au regard des enjeux potentiels de biodiversité sur le site de projet, qu'il est nécessaire d'étudier la biodiversité ainsi que les potentiels impacts du projet sur sa destruction et sur les fonctionnalités écosystémiques rendus par la prairie, puis si besoin proposer des mesures d'évitement de ces impacts, et à défaut de réduction et de compensation à équivalence fonctionnelle avant et après réalisation du projet ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine, qu'il est nécessaire d'étudier ;

Décide

Article 1^{er} :

La décision de soumission à étude d'impact du 10 juin 2022 est abrogée et remplacée par la présente décision.

Article 2 :

Le projet de retournement de 7,52 hectares de prairies permanentes sur la commune de Quend, dans le département de la Somme déposé par la SCEA de la Hayette, est soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 12 décembre 2022

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,

1 Base de données collaborative d'observations de la faune sauvage en Picardie (ClicNat)

Voies et délais de recours

1. Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Préfecture de la région Hauts-de-France

12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux :

DREAL Hauts-de-France

44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 LILLE CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Ministère de la Transition Écologique et Solidaire

Tour Pascal et Tour Sequoïa A et B – 92 055 La Défense CEDEX

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal administratif de Lille

5 rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62 039 – 59 014 LILLE CEDEX

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).